

Menace de violences dans le projet d'exploration minière de la Gran Colombia Gold dans l'État de Nariño, Colombie

* ACTION URGENTE *

Montréal, 26 mars 2012

Le PASC sollicite votre appui pour demander aux autorités colombiennes et canadiennes d'intervenir afin d'empêcher la reprise des activités du projet minier canadien «Mazamurras Gold» à Arboleda et San Lorenzo.

Dans le cadre de la campagne «Ciblons les profiteurs canadiens de la guerre», le PASC a interpellé l'ambassade canadienne en Colombie afin qu'elle agisse en faveur des travailleurs et des communautés dans le conflit avec Pacific Rubiales à Campo Rubiales, ainsi que dans le cas de la municipalité de Marmato où des mineurs s'opposent aux projets de la Gran Colombia Gold. Nous vous demandons aujourd'hui d'écrire au gouvernement canadien et à son ambassade, ainsi qu'au gouvernement colombien au nom de votre organisation, de votre groupe communautaire ou en votre propre nom. En tant que Canadien-ne-s, nous devons tenir nos compagnies responsables de leurs actes et mettre fin à l'impunité.

Contexte

Le projet d'exploration « Mazamurras Gold » de la Gran Colombia Gold, dans les municipalités de San Lorenzo et d'Arboleda, dans l'état de Nariño, est l'objet de contestation de la part des résident-e-s. Un manque de consultation préalable sur le projet, des tactiques de communication qui sèment la division et des mesures agressives de sécurité privée ont mené à l'augmentation des tensions entre travailleurs et résident-e-s opposé-e-s à l'exploration minière dans la région. De nombreux heurts entre ces deux

Projet Accompagnement Solidarité Colombie, PASC
8055 Lajeunesse, no 301, Montréal, Qc, Canada, H2R 2J7
info@pasc.ca | [1 514 966.8421](tel:15149668421) | <http://www.pasc.ca>

groupes ont eu lieu au cours de la dernière année, culminant le 10 octobre 2011 par l'occupation et l'incendie de deux camps d'exploration minière.

Suite à cet incident, Gran Colombia Gold a cessé ses activités dans la région. Étant donné cet accroissement des tensions à San Lorenzo et à Arboleda, et dans le contexte du conflit en Colombie, nous craignons que la sécurité des résident-e-s soit menacée si les activités d'exploration de la Gran Colombia Gold reprennent dans un futur rapproché.

Manque de consultation

Au début de 2011, la Gran Colombia Gold a installé de nombreuses plates-formes de forage dans de petites communautés paysannes de San Lorenzo et d'Arboleda. Les fonctionnaires locaux et ceux de la compagnie ont tous échoué à fournir de l'information sur les possibles impacts environnementaux et sociaux de l'exploration et de l'exploitation minière. Soumis-e-s aux constantes publicités radiophoniques faisant la promotion du projet et aux visites à domicile des porte-paroles de la compagnie, de nombreux-ses résident-e-s considèrent avoir été victimes d'une campagne promotionnelle intensive, et non pas d'avoir été partie prenante d'un processus de consultation. Cette situation a provoqué beaucoup de tensions et un manque de confiance général à l'égard de la compagnie.

Des méthodes d'embauche qui divisent

La compagnie a engagé quelques résidents locaux afin qu'ils agissent à titre de « porte-paroles » dont le travail consiste à parler du projet à leur famille et leurs ami-e-s. Ils présentent aux résident-e-s les avantages potentiels de l'exploration minière et de l'exploitation à ciel ouvert, mais ils ne sont pas préparés à répondre à des questions sérieuses par rapport à l'usage de l'eau sur les plates-formes de forage (il y a une fuite incontrôlable sur deux anciennes plates-formes) et sur l'impact environnemental possible de l'exploitation à ciel-ouvert. Les résident-e-s notent aussi que ces « portes-paroles » de la compagnie agissent dans les communautés rurales comme les « yeux et les oreilles » de celle-ci, ce qui génère de la méfiance et des divisions entre les familles et le voisinage.

Le rôle de la sécurité privée

Le Comité d'intégration du Massif colombien (CIMA, Comité de Integración del Macizo Colombiano), un réseau paysan dans la région, a documenté de nombreux incidents au cours desquels le chef de la sécurité privée du projet Mazamurras Gold, Néstor Cubides, un ex capitaine de police, aurait menacé des résidents locaux. En raison des conditions de sécurité dans la région, le CIMA ne peut rendre les noms publics :

Le 9 octobre 2011, à Bolivar, des leaders communautaires ont approché des travailleurs de Gran Colombia Gold en charge de nettoyer le terrain de soccer, une tâche incluse dans le programme de responsabilité sociale de l'entreprise. Lorsqu'ils ont demandé aux travailleurs de quitter les lieux, M. Cubides a refusé, ce qui a mené à une confrontation physique. Ce fut l'élément déclencheur de l'occupation de deux camps d'exploration minière, qui furent brûlés le lendemain.

Le 10 novembre 2011, Nestor Cubides s'est rendu à une réunion à Volador, une communauté opposée au projet. S'approchant du groupe, il leur a montré son arme. Les résidents lui ont immédiatement demandé de quitter les lieux, ce qu'il fit. Quelques instants plus tard, des policiers se sont présentés, ont écouté l'explication des résidents, mais aucune arrestation n'a été faite. Une voiture a suivi les résidents jusqu'à leur domicile.

Menaces et agressions contre des leaders communautaires

Le CIMA a aussi documenté de nombreuses menaces et confrontations ayant eu lieu entre les travailleurs et les membres de la communauté opposés au projet. L'organisation souligne aussi que de plus en plus de cas demeurent non-documentés à cause de craintes et de manque de confiance envers les autorités locales qui font les enquêtes:

Le 11 avril 2011, à San Lorenzo, Nariño, un défenseur de droits humains opposé au projet d'exploration a reçu des menaces de mort par téléphone. Cette même menace a été réitérée par message texte le 22 juin.

Le 26 juillet 2011, à Colón-Génova, Nariño, un autre leader communautaire et défenseur de droits humains a été harcelé par un voisin et faussement accusé d'être de la guérilla à cause de son travail de solidarité avec les communautés de San Lorenzo et Arboleda opposées au projet. Le manque d'assurance de protection et de sécurité par les autorités locales ont empêché la victime de porter plainte.

Le 22 Août 2011, à Arboleda, Nariño, une leader communautaire a reçu un appel la menaçant elle et sa fille de mort si elles participaient à une marche pacifique contre la compagnie. Le 6 septembre, elle a été informée qu'un travailleur avait appelé pour elle, ainsi que pour deux autres leaders « révolutionnaires anti-minières » [faisant ainsi un lien insidieux entre les manifestations contre la Gran Colombia Gold et les actions de la guérilla des FARC].

Le 9 octobre 2011, à San Lorenzo, un autre leader comunautaire a été frappé à l'oreille par un travailleur de la mine qui soutient le projet Mazamurras Gold. À 14h le même jour, le même travailleur l'a verbalement agressé. Le 14 octobre 2011, alors qu'il se rendait aux autorités municipales pour dénoncer cette situation, il a été pourchassé, photographié et menacé par trois travailleurs de la mine et Nestor Cubides, le chef de la sécurité du projet Mazamurras Gold.

Le 11 octobre 2011, à Arboleda, une autre leader paysanne a reçu trois appels la menaçant de mort si elle continuait à participer au mouvement d'opposition à la mine.

Le 22 octobre 2011, à Arboleda, un autre leader communautaire a été accusé d'être le cerveau derrière l'incendie des campements du 10 octobre 2011. Le 24 octobre, il a été suivi par un travailleur de chez lui jusqu'à la ville de Pasto, où il se rendait pour dénoncer les faits précédents. Il a continué à recevoir des menaces de la part des travailleurs.

Le 21 novembre 2011, à Arboleda, l'ESMAD (police anti-émeute) a tiré du gaz lacrymogène à un groupe de 30 femmes qui s'étaient approchées des travailleurs pour parler avec eux. Des travailleurs ont lancé des pierres aux membres de la communauté, y ajoutant des

insultes racistes en s'éloignant. Une personne a reçu un coup de matraque durant l'opération.

À 17h30, le 23 novembre 2011, à San Felipe, San Lorenzo, un homme au visage couvert a accosté la fille de 12 ans d'une des défenseuses de droits humains qui a dû quitté la zone craignant pour sa sécurité. L'homme lui a mis la main sur la bouche, la menaçant de la tuer si elle ne disait pas où se trouvait son père, elle a ensuite été relâchée en promettant de ne pas parler de l'incident.

Ces incidents sont spécialement alarmants, étant donné le haut taux d'homicide et l'impunité qui règne en Colombie. On se rappellera notamment l'assassinat du Père José Reinal Restrepo, un fervent opposant de la Gran Colombia Gold à Marmato, le 1er septembre 2011.

Agissons !

Étant donné, les tensions autour du projet de Mazamorra Gold – un problème qui n'était pas présent avant l'arrivée de la compagnie – et le climat général d'intimidation et de menace contre les opposant-e-s au projet, le PASC craint les possibles conséquences d'un retour de la Gran Colombia Gold sur la situation de respect des droits humains et de violence dans la région.

Gran Colombia Gold est enregistré au Canada. Nous vous demandons d'écrire à l'ambassadeur canadien en Colombie Tim Martin, en demandant que les autorités canadiennes:

Fassent pressions sur le gouvernement colombien pour empêcher une reprise des activités du projet Mazamorra Gold, compte tenu du climat actuel et pour ouvrir des enquêtes sur les incidents de menaces et d'agressions contre les opposant-e-s à la Gran Colombia Gold.

Que l'ambassade vous informe vous ou votre organisation des mesures prises afin de surveiller que les investissements canadiens en Colombie ne contribuent pas à la violence et aux violations de droits humains (par exemple, le Plan de pension du Canada a 6 millions de dollars investis dans la Gran Colombia Gold).

Modèle de lettre

Ambassador Tim Martin
c/o María Carolina Díaz Zalamea
Protocol Office
Canadian Embassy - Bogotá, Colombia

Dear Ambassador Tim Martin,

I am writing because I am concerned about the possibility of violence at Gran Colombia Gold's mining exploration project 'Mazamurras Gold', located in Nariño, Colombia. A lack of consultation about the project, divisive hiring tactics and aggressive private security have contributed to divisions in the community and heightened tensions between workers and residents opposed to the project. This atmosphere of anger and anxiety did not exist before the arrival of the company.

Throughout 2011, the CIMA (Comité de Integración del Macizo Colombiano), which is located in Nariño, has documented numerous cases of threats, harassment and aggressions against community leaders opposed to the project, as well as their children. They have also documented incidents in which private security personnel have threatened and harassed local residents.

These cases are especially alarming given high homicide and impunity rates in Colombia, as well as the September 1, 2011 assassination of Father José Reinal Restrepo, an outspoken critic of another Gran Colombia Gold project in Marmato, Caldas.

After residents occupied and burned down two mining exploration camps in October 10, 2011, exploration activity has stopped in the area. I fear that if the company decides to resume activities in the future, it could put the safety of workers and community leaders at risk.

For this reason, I ask that Canadian officials:

- pressure the Colombian government to halt all further activity on the Mazamurras Gold project, given the current context, and investigate all incidents of threats and aggression against community leaders opposed to the project;
- and that the Canadian embassy in Bogota inform me of the steps it will take to monitor this case, so as to be sure that Canadian investment in Colombia does not contribute to violence and human rights abuse. (The Canada Pension Plan has \$6million invested in Gran Colombia Gold, for example.)

Sincerely,

Votre nom, organisation et ville

Señor Embajador Tim Martin,
Embajada de Canadá, Colombia

Por medio de la presente deseo manifestarle mi preocupación sobre la posibilidad de que hechos violentos tengan lugar en el proyecto de exploración Mazamoras Gold de la empresa Grand Colombia Gold. La falta de consulta sobre el proyecto, la implementación de tácticas divisionistas y un esquema de seguridad privado muy agresivo, han acarreado divisiones en la comunidad y una tensión progresiva entre los trabajadores y la comunidad, que se oponen al proyecto.

Durante todo el año 2011, el CIMA (Comité de Integración del Macizo Colombiano), ubicado en Nariño, documentó numerosos casos de amenazas, persecución y agresiones contra los líderes y las líderes de la comunidad que se oponen al proyecto y contra sus hijos. El CIMA también documentó incidentes en los cuales el personal de seguridad privada amenazó y persiguió los habitantes de la zona.

Estos casos son particularmente alarmantes dado el alto índice de homicidios y de impunidad en Colombia y teniendo en cuenta el asesinato, el primero de septiembre del 2011, del padre José Reinal Restrepo, quien criticó abiertamente otro proyecto de la Gran Colombia Gold en Marmato, Caldas.

Después de que los habitantes ocuparon e incendiaron dos campos de exploración minera en octubre 10 del 2011, las actividades de exploración en el área fueron suspendidas. Temo que si la compañía decide reiniciar las actividades en el futuro, esto pueda meter la seguridad de los trabajadores y de la comunidad en peligro.

Por estas razones, deseo solicitar que los funcionarios canadienses :

- Presionen al gobierno colombiano para que pare cualquier actividad futura en el proyecto Mazamoras Gold dado el actual contexto e investigue todos los incidentes de amenazas y agresiones contra los líderes de la comunidad que se oponen a dicho proyecto.
- Que la embajada canadiense en Bogotá me mantenga informado de las medidas que tome para monitorear este caso con el objetivo de asegurar que las inversiones canadienses en Colombia no contribuyan a hechos violentos y a violaciones de derechos humanos. (El Plan Canadiense de Pensiones tiene \$ 6 millones CAN invertidos en Gran Colombia Gold, por ejemplo).

Cordialmente,

Votre nom, organisation et ville

Envoyez à:

Ambassadeur Tim Martin

c/o María Carolina Díaz Zalamea

Bureau du protocole

E-mail: carolina.diaz@international.gc.ca

Fax: (011 57 1) 657 9912

Merci d'envoyer une copie aux autorités colombiennes et canadiennes ainsi qu'à votre député:

DR. ALVARO RAÚL VALLEJOS

Defensor del pueblo de Nariño

E-mail: nariño@defensoria.org.co

DR. MARIO MIGUEL FAJARDO CHAVES

Secretariado Paz y Derechos Humanos

Gobernación de Nariño

E-mail: mariofajardo@narino.gov.co

DR. JAVIER EDUARDO LOPEZ CASTRO

Secretariado infraestructura y minas

Gobernación de Nariño

javierlopez@narino.gov.co

Ministerio de Minas y Energía, Colombia

menergia@minminas.gov.co

Diane Ablonczy

Ministère des affaires étrangères

Gouvernement du Canada

diane.ablonczy@parl.gc.ca

Hélène Laverdière

Critique aux affaires étrangères du NPD

Fax: 613-995-8461

helene.laverdiere@parl.gc.ca